

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 28 juillet 2004 suspendant jusqu'à
la mise en conformité des installations,
le fonctionnement du four de fusion de
métaux non ferreux
exploité 27, rue du moulin à vent à Bresles
par la société CONSTANT

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu

la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2552 de la nomenclature des installations classées, relatif aux fonderies d'alliages non ferreux de moins de 2 tonnes/jour de capacité ;

l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

la circulaire du 17 février 1998, relative à l'application de l'article 19 de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, complétant le contenu des études d'impact des projets d'aménagement ;

le récépissé préfectoral délivré le 7 novembre 1990 à la société Constant pour son établissement de Bresles ;

l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 imposant à la société Constant des valeurs limites pour ses rejets atmosphériques ainsi qu'une auto-surveillance des rejets à l'atmosphère, la réalisation d'une étude d'impact relative aux effets sur l'environnement et sur la santé des rejets atmosphériques issus des installations de fonderie ;

l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002, mettant en demeure la société Constant à Bresles de respecter certaines des dispositions édictées à l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 susvisé, relatives aux effets sur l'environnement et sur la santé des rejets atmosphériques issus de ses installations ;

l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2003 prescrivant des mesures d'urgence à la société Constant et notamment la fermeture du bâtiment de la fonderie en vue de réduire les émissions non canalisées de fumées et polluants ;

l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2003, mettant en demeure la société Constant à Bresles, de respecter en particulier les limites fixées à l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 pour les rejets atmosphériques issus de ses installations ;

l'étude relative à l'évaluation de l'exposition au plomb de la population, confiée par la société Constant au bureau ABACA Environnement, transmise au préfet de l'Oise le 19 février 2004, enregistrée au bureau de l'environnement de la préfecture le 1^{er} mars 2004 ;

les rapports référencés CB3160 1174012, 1220278 et 1267387 portant sur les contrôles inopinés effectués les 4 juin et 10 septembre 2003 et 1^{er} avril 2004 sur les rejets atmosphériques des installations de fonderie de la société Constant à Bresles par le Bureau VERITAS, organisme mandaté par l'inspecteur des installations classées ;

le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 8 juin 2004 ;

l'avis émis le 15 juin 2004 par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie ;

l'avis émis le 2 juillet 2004 par le conseil départemental d'hygiène ;

le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 9 juillet 2004 ;

les observations sur le projet d'arrêté émises par la société le 22 juillet 2004

les modifications du 28 juillet 2004 apportées à ce projet par l'inspecteur des installations classées ;

Considérant

que les mesures et prélèvements des 4 juin et 10 septembre 2003 et 1^{er} avril 2004 ainsi que les analyses qui ont suivi ont révélé que les rejets en plomb à la sortie du filtre et de la cheminée de la fonderie n'étaient pas conformes aux valeurs limites de concentrations en plomb imposées par l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 ;

les concentrations en plomb mesurées de 1,4589 mg/Nm³, 1,5158 mg/Nm³ et 6,927 mg/Nm³ supérieures pour les deux premières d'environ 50 %, pour la dernière d'environ 600 % à la teneur maximale autorisée qui est fixée à 1 mg/Nm³ ;

la nature bioaccumulable et toxique du plomb, suspecté de plus d'être cancérigène ;

la proximité d'habitations au sein desquelles la culture, la consommation ou la diffusion de produits issus des potagers et vergers est éventuellement possible ;

que les rejets présentent un risque important pour l'environnement et la santé compte tenu de la toxicité reconnue des métaux lourds et particulièrement du plomb ;

les intérêts visés à l'article L.511.1 du titre I^{er} – livre V du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de l'environnement ;

que les opérations de maintenance du filtre de l'épurateur effectuées entre les contrôles inopinés n'ont pas permis de réduire en deçà du seuil réglementaire de 1 mg/Nm³ la teneur en plomb des rejets atmosphériques canalisés ;

que la persistance du non-respect des limites réglementaires atteste de l'absence de maîtrise de l'outil de production de l'exploitant et notamment des dispositifs de dépollution nécessaires au respect des limites de rejet imposées en vue de préserver l'environnement, la santé et la salubrité publiques ;

les teneurs en plomb anormalement élevées détectées dans les sols et végétaux prélevés autour du site de la société Constant ;

que la présence de plomb au niveau des végétaux aériens est le témoin d'une pollution récente ;

que le non-respect des dispositions édictées aux arrêtés préfectoraux des 14 août 2001 et 1^{er} avril 2003 est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du titre I^{er} du code de l'environnement, en particulier à la qualité de l'air, à la santé publique et à la qualité des sols et des eaux ;

qu'il convient en conséquence et en vue de préserver les intérêts précités de faire application des dispositions de l'article L.514-1.I.3° du code de l'environnement en suspendant le fonctionnement du four de fusion exploitée à Bresles par la société Constant jusqu'à ce qu'elle ait procédé aux mises en conformité utiles et ait justifié des dispositions qu'elle aura

adoptées afin de garantir son fonctionnement dans les conditions respectueuses de l'environnement ;

que l'étude susvisée d'évaluation de l'exposition au plomb de la population riveraine de l'usine Constant à Bresles se fonde sur la dose maximale analysée sur les légumes et fruits lors des 2 campagnes de mesures précédentes, que cette dose de 1,53 mg Pb/kg de poids à l'état frais nécessite d'être confirmée suite aux émissions polluantes très importantes mises en évidence lors du contrôle inopiné du 1^{er} avril 2004 ;

que l'étude précitée conclut pour les enfants de 2 ans à une dose de plomb ingérée supérieure à la dose hebdomadaire tolérable ;

qu'il convient en conséquence, conformément aux dispositions de l'article L.512-7 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à son article L.511-1 de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences des rejets incontrôlés et diffus de plomb de la fonderie Constant ;

Le représentant de la société Constant entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Le fonctionnement du four de fusion de métaux non ferreux exploité par la société Constant, dont le siège social est implanté 48-58, rue Alfred Déquéant à Nanterre (92000), représentée par monsieur Georges Bertrandias, agissant en qualité de président du conseil d'administration, dans son établissement implanté 27, rue du Moulin à Vent - 60510 - Bresles, est suspendu jusqu'au respect de l'intégralité des dispositions suivantes.

Quinze jours au moins avant la date envisagée de remise en service du four, l'exploitant produit auprès des services préfectoraux, d'une part, et de l'inspecteur des installations classées, d'autre part, une étude détaillée relative aux conditions de fonctionnement du four et des rejets atmosphériques qu'il engendre.

Cette étude décrit de manière exhaustive les dispositions nécessaires au fonctionnement, dans des conditions pérennes et respectueuses de l'environnement, du four et de l'épurateur des rejets atmosphériques que son fonctionnement engendre.

Cette étude analyse les dispositions adoptées par l'exploitant aux fins précitées. S'il y a lieu, elle présente et justifie les améliorations ou compléments à leur apporter. Ces compléments ou améliorations sont mis en place avant la date envisagée par l'exploitant pour le redémarrage du four.

Dans l'éventualité où l'étude précitée conclurait à écarter des matières premières et certains métaux, il appartiendrait à l'exploitant de joindre à l'étude précitée :

- les copies des bulletins d'analyse de l'ensemble des matières premières présentes ou attendues sur le site à la date proposée par l'exploitant pour le redémarrage du four ;
- les copies des registres de livraisons des matières premières, mis à jour à la date de leur communication au préfet et accompagnés d'un état des prévisions jusqu'à la date qu'il lui propose pour le redémarrage du four.

L'étude précitée est accompagnée de l'avis d'un tiers expert, retenu par l'exploitant en concertation avec l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 2

La suspension du fonctionnement du four de fusion prend effet :

- dès la notification de la présente décision ;
- en cas de fusion en cours, dès la fin de celle-ci.

ARTICLE 3

Le redémarrage provisoire du four de fusion fait l'objet de l'accord préalable du préfet de l'Oise et répond aux conditions suivantes :

- l'exploitant en formule la demande au préfet 15 jours au moins avant la date qu'il envisage pour le redémarrage et justifie des conformités mentionnées à l'article 4 ci-après ;
- les rejets atmosphériques du four font l'objet d'une mesure par un organisme agréé au plus tard 15 jours après le redémarrage effectif du four, cette période incluant les essais divers à chaud, en présence d'une masse en fusion dans le four ;
- le préfet de l'Oise et l'inspecteur des installations classées sont informés, par téléphone ou par fax, de toute remise en service ou essai à chaud du four en présence d'une masse en fusion ;
- les résultats du contrôle précité des rejets atmosphériques sont remis en triple exemplaire au préfet de l'Oise, dès sa réception par l'exploitant et au plus tard 15 jours après la réalisation de la mesure en ce qui concerne les paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 susvisé ;

- dans l'éventualité où des résultats du contrôle précité seraient supérieurs aux plafonds fixés à l'arrêté préfectoral du 14 août 2001, sans qu'aucune des valeurs mesurées ne dépasse de 30 % l'un ou l'autre des différents paramètres réglementés, l'exploitant accompagne son envoi de commentaires relatifs aux causes des écarts constatés ainsi qu'à la nature, à l'efficacité attendue et à l'échéancier des mesures correctives envisagées ;
- une nouvelle mesure est effectuée, au plus tard quinze jours après réception de résultats non conformes aux limites édictées à l'arrêté préfectoral du 14 août 2001, par un organisme agréé ;
- le four est mis à l'arrêt :
 - ⇒ sans délai ou dès la fin de la fusion en cours en cas de panne, totale ou partielle, du dispositif de captation et d'épuration des rejets atmosphériques que son fonctionnement engendre ;
 - ⇒ au plus tard 15 jours après les campagnes de mesures précitées, dans le cas où les résultats de ces mesures n'auraient pas été transmis à cette échéance au préfet de l'Oise ;
 - ⇒ sans délai ou dès la fin de la fusion en cours, à réception de résultats de mesure de contrôle supérieurs de plus de 30 % pour l'un ou l'autre des paramètres réglementés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2001.

ARTICLE 4

La société Constant justifie de la conformité de l'exploitation du four de fusion et de l'épurateur qui lui est associé. A cette fin, elle adresse au préfet de l'Oise, en double exemplaire, les copies des documents délivrés par les constructeurs des équipements de captation et de traitement des effluents :

- décrivant la nature des équipements mis en place ;
- garantissant les performances au moins conformes aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2001 ;
- attestant de la conformité desdits équipements fournis et de leur mise en service opérationnelle effective ;
- les documents relatifs aux matières premières admises à la fusion (bulletins d'analyse, bordereaux de livraison) ;
- du certificat de contrôle d'un organisme habilité attestant de la conformité de l'installation électrique.

De plus, il justifie de l'efficacité des dispositions adoptées :

- pour limiter au minimum les émissions diffuses, incontrôlées ou non dépolluées, dans l'atmosphère ;

- et d'autosurveillance des rejets atmosphériques.

ARTICLE 5

La levée de la suspension fait l'objet d'une décision du préfet de l'Oise, sur demande de l'exploitant. Elle ne peut intervenir qu'au vu :

- des éléments prévus à l'article 4 ci-dessus ;
- d'au moins deux rapports consécutifs de mesure à l'émission du four de fusion concluant à la conformité intégrale des rejets vis à vis des dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2001.

A cette fin, la société CONSTANT pourra procéder à des redémarrages temporaires nécessaires à l'établissement de ces rapports sous réserve du strict respect des dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions de l'article L 514-3 du code de l'environnement, pendant la durée de la suspension de fonctionnement ordonnée par le présent arrêté, la société Constant est tenue d'assurer au personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Dès notification du présent arrêté, la société Constant est tenue de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses ou gênantes, conformément à l'article 41 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié. Elle est tenue également de remettre l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7

En cas de maintien en fonctionnement de l'installation en infraction au présent arrêté de suspension, il pourra, indépendamment des poursuites pénales, être fait procéder par un agent de la force publique à l'apposition de scellés, dans les conditions prévues à l'article L.514-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 8

Sous le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, la société Constant actualisera l'étude complémentaire relative à l'évaluation de l'exposition au plomb de la population riveraine de son établissement de Bresles. A cette fin, seront considérés les résultats du contrôle inopiné, réalisé le 1^{er} avril 2004, des rejets du four de fusion qu'elle y exploite.

L'étude actualisée est remise en triple exemplaire au préfet de l'Oise.

L'exploitant justifie, auprès du préfet de l'Oise, de la passation de l'étude actualisée auprès d'un cabinet spécialisé, sous le délai de 10 jours à compter de la date de notification de la présente décision.

ARTICLE 9


En matière de délai et voie de recours, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif, par le destinataire de l'arrêté, dans les deux mois qui suivent sa notification.

ARTICLE 10

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Bresles, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 juillet 2004

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS